

Les Bougon

- Journal des Alternatives - Publications - Opinions -



Date de mise en ligne : vendredi 9 décembre 2016

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Le 7 décembre, le gouvernement Bougon-Couillard a annoncé qu'il a l'intention de trancher en faveur d'une loi sur les hydrocarbures pour enfin répondre aux attentes de l'Association pétrolière et gazière du Québec (APGQ). Comme les citoyens et les partis d'opposition n'ont pas été dupes de la politique du gouvernement, celui-ci doit recourir au bâillon à l'Assemblée nationale en fin de session. Le bâillon, ça ressemble à la bande-annonce du film « Les Bougon » lorsque le candidat Paul Bougon hurle à la foule « Vos yeulles ! ».

Le leader parlementaire du parti Bougon, M. Jean-Marc Fournier, a affirmé que le gouvernement n'a pas le choix : « On est rendus à 140 heures qui ont été mises sur le projet de loi... il y a un temps pour délibérer et, à un moment donné, il y a un temps pour décider. »ii Ce n'est pas 140 heures de débats qu'il y a eu pour que les copains de l'APGQ deviennent, enfin, propriétaires de notre sous-sol. Ce très honorable Bougon oublie de dire que son parti travaille d'arrache-pied depuis une décennie pour se faire du capital politique, avec la Loi sur les mines ! Même l'APGQ, dans son communiqué, contredit M. Fournier : « Après plus de dix ans de travaux et de réflexion... »iii. À l'époque des gaz de schiste, cette même ébauche de législation s'appelait le projet de loi 14 !

Petite précision : en 2010-2011, le PL14 ne parlait pas de transition énergétique. Les Bougon ont ajouté ce petit bonbon pour faire semblant de satisfaire les écologistes. Mais pour avoir le bonbon, il faut avaler une couleuvre. À quelques virgules près, c'est la même pilule amère qu'en 2010 ! Est-ce la raison pour laquelle les Bougon, contre toute logique, ont systématiquement refusé de scinder cette loi ? Pourtant, c'était la demande de tous les partis d'opposition, de nombreux groupes et des citoyens. Dans le Huffington Post, M. Jean-Michel Goulet explique très bien la stratégie consistant à « diviser pour mieux régner » de ce gouvernementiv.

Depuis 2010, l'activisme citoyen a dénoncé le fait que l'incurie du ministère des ressources naturelles du gouvernement Bougon « a donné » notre sous-sol pour 0,10\$/ha aux gazières ; ce bas prix est ridicule ! De plus, quelque 66 000 personnes ont signé une déclaration donnant l'avertissement suivant aux gazières : « Vous n'entrerez pas chez nous ». En déposant ces signatures à l'Assemblée nationale, c'était une manière de dire : « Nous sommes maîtres chez nous ». Le 11 août 2016, la Chambre des notaires a jugé « que la sécurité juridique et financière des Québécois et des Québécoises n'est pas assurée »v. En effet, le PL 106 garantit que les gazières auront accès à notre sous-sol acheté à vil prix en leur conférant le droit de nous exproprier si c'est leur bon vouloir. Le chœur des hydrocarbures et du gouvernement Bougon-Couillard semble déterminé à entonner la chanson traditionnelle « Bonhomme ! Tu n'es pas maître dans ta maison, quand nous y sommes ! »

En misant sur le bâillon pour passer illégitimement sa loi inacceptable sur les hydrocarbures et ainsi reconduire tous les principes injustes de la Loi des mines de 1880, le gouvernement Bougon-Couillard oublie que la colère gronde à cause du non-respect de la volonté du peuple : toute sa stratégie parlementaire est faite pour satisfaire les ambitions du « 1% ». C'est cette colère, aveugle et sourde, qui a conduit au BREXIT et à l'élection de Donald Trump en foutant à la porte ce qui est perçu comme l'establishment. Pour ne pas se faire exproprier par les conquistadors de l'industrie des carburants fossiles, et faute d'une véritable démocratie, faut-il faire une occupation pacifique du territoire comme à Standing Rock au Dakota ?

Si je peux me permettre de paraphraser le syndicaliste Rambo Gauthier, lui-même symbole de la colère, imposer la loi 106 par bâillon, c'est la manière adoptée par le Bougon Pierre Arcand pour nous « FORER » son amour par en arrière et sans notre permission. Avec ou sans un « U » dans le mot, les Québécois sont en droit de décider démocratiquement comment gérer leurs ressources naturelles ! Sinon, les Bougon risquent de recevoir une claque dans l'urne où ça fait mal !

Post-scriptum :

Gérard Montpetit est Membre du comité Non Schiste La Présentation